

Le travail ou l'argent: Qu'est-ce qui protège les plus de 50 ans contre la pauvreté?

Ueli Mäder (notes complémentaires à l'intervention lors de l'Assemblée CSIAS du 24 mai 2018 à Liestal)

L'activité lucrative est importante. Mais sa capacité de protéger contre la pauvreté est limitée. Y accéder s'avère être difficile pour de nombreuses personnes de plus de 50 ans. Afin de diminuer le risque de pauvreté de celles-ci, il s'agit de mieux répartir le travail salarié et de le découpler partiellement du revenu qui doit couvrir le minimum vital. Par exemple à l'aide de prestations complémentaires (PC) élargies. De cette manière, il serait possible d'éviter la pauvreté matérielle due à une protection sociale insuffisante.

Les débats courants sur la pauvreté se focalisent sur l'activité lucrative et sur le système de protection sociale. Or, la politique (économique) guidée par des considérations financières met sous pression tant l'une que l'autre. Elle optimise les bénéfiques privatisés (des entreprises) et soumet des domaines essentiels de la vie à une économisation. Ce qui confirme l'importance de ce cher argent qui, à lui seul, ne suffit toutefois pas à faire le bonheur. S'interroger sur ce qui est vraiment important et souhaitable est bien plus prometteur.

Une étudiante, Vera Nina Looser, m'a raconté l'épisode suivant qui s'est passé pendant la Foire de Bâle : elle a aidé un homme âgé qui s'était blessé à la tête sur le parvis de la bibliothèque universitaire. Elle a alerté les urgences et appelé la maison de retraite où le blessé vivait. La personne qui a répondu au téléphone s'est exclamée: „Ouf, encore des frais.“ Sa première pensée allait à l'argent. Par hasard ?

L'argent permet de consommer et de participer à la vie sociale. L'argent assume partiellement la fonction intégrative de l'activité lucrative. L'argent, tout comme l'activité lucrative, procure la sécurité sociale et la reconnaissance. Malgré cela, il faut tout mettre en œuvre pour assurer une activité lucrative couvrant le minimum vital à un maximum de gens, si possible à tout le monde. Mais comment? Au moyen de n'importe quelle production anti-écologique de camelote? Non, le droit établi au travail doit être élargi. Et ceci dans le sens d'un droit à une activité utile qui respecte la dimension sociale et écologique du travail, qui démocratise davantage la codécision et qui relève les revenus les plus bas.

Par ailleurs, il s'agit de desserrer le lien étroit entre le revenu et l'activité lucrative, d'autant plus que cette dernière n'est jamais accessible à toutes et tous. Un revenu minimum garanti (RMG) au moyen de PC élargies pourrait offrir une solution transitoire dans toutes les situations de vie. Les personnes victimes d'une crise ou moins demandées en raison de leur âge bénéficieraient d'un soutien non-bureaucratique. Par ailleurs, elles seraient moins stigmatisées grâce au droit juridique général. Le RMG pourrait également élargir les options de décision personnelles et diminuer la pression à l'adaptation. Les personnes socialement défavorisées et menacées se livreraient à une concurrence moins acharnée et seraient plus solidaires les unes avec les autres. En plus, la couverture des arrières pourrait contribuer à ce que les gens utilisent leurs propres aptitudes de manière ciblée et les développent davantage.

Le RMG diminue les dépendances unilatérales et les maladies psychosomatiques. Les personnes disposant d'une marge d'action souffrent moins. Les PC élargies déchargeraient l'aide sociale de l'aide matérielle et remplaceraient des vérifications fastidieuses par des droits justifiés. Ainsi, les personnes de plus de 50 ans pourraient utiliser le marché du travail de manière plus autodéterminée et prendre plus de temps pour des formations continues. Et elles se laisseraient moins instrumentaliser. En effet, l'insertion unilatéralement focalisée sur l'activité lucrative les amène souvent à accepter des emplois précaires qui sont de courte durée et qui, à terme, risquent de favoriser l'exclusion.

Le travail ou l'argent? De toute évidence, les deux sont importants de manière spécifique. Comme nous venons de le dire, il s'agit de mieux répartir l'activité lucrative, de la rémunérer de manière à ce

qu'elle couvre le minimum vital et de la découpler partiellement du revenu. Ces mesures contribueraient également à équilibrer les chances unilatéralement réparties qui décident souvent si, à un certain âge, une personne est plus ou moins menacée par la pauvreté rien qu'en raison de son origine sociale. Le travail et l'argent nécessaires à une mise en œuvre de ces mesures ne manquent pas. Ce qui est probablement décisif, c'est une attitude politique axée sur l'équilibre social et le bien-être humain. Une telle attitude implique justement la question de ce qui est réellement important pour mener une vie épanouie.

Lorsqu'une société donne trop de place à l'activité lucrative, ses membres sont davantage contraints à être un rouage quelconque dans un moteur qui tourne de plus en plus vite (en rond). A première vue, cela leur assure une reconnaissance accrue. Celles et ceux qui n'y parviennent pas semblent vite être superflus. Ceci vaut tout particulièrement pour celles et ceux qui „ont fait leur temps“ et qui n'ont qu'à servir de „tampons conjoncturels“ avant d'être définitivement rangés dans la „voie de garage“. Il est évident que dans de telles situations, l'argent sous forme de PC – qui d'ailleurs créent davantage de valeur qu'elles ne coûtent – sont utiles. Elles empêchent avant tout la pauvreté matérielle, mais non pas la pensée économisée de notre société mue par des considérations financières qui fait s'amenuiser voire s'étioler de nombreuses aptitudes notamment chez les plus de 50 ans. Si nous voulons maîtriser cette pauvreté globale et créer une société vivante de partage, nous devons encourager, au-delà de l'accès instrumental au travail et à l'argent, la conscience que tous les êtres humains doivent être respectés et soutenus. Et ceci tout simplement parce qu'ils sont des êtres humains, et non pas parce qu'ils sont rentables.